

Compte rendu de lecture de l'ouvrage de Susan Levine,
'School Lunch Politics. The Surprising History of
America's Favorite Welfare Program' (Princeton
University Press, 2008)

Sophie Dubuisson-Quellier

► **To cite this version:**

Sophie Dubuisson-Quellier. Compte rendu de lecture de l'ouvrage de Susan Levine, 'School Lunch Politics. The Surprising History of America's Favorite Welfare Program' (Princeton University Press, 2008). Sociologie du Travail, Association pour le développement de la sociologie du travail, 2011, 53 (4), pp.545 - 547. hal-02504961

HAL Id: hal-02504961

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02504961>

Submitted on 11 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

School Lunch Politics, The Surprising History of America's Favorite Welfare Program, S. Levine. Princeton University Press, Princeton (2008). 272 pp.

Dans *School Lunch Politics*, l'historienne Susan Levine nous livre la surprenante histoire du dispositif d'aide sociale favori des américains. L'ouvrage met au jour les tensions qui animent les programmes autour des cantines scolaires dans l'Amérique du xx^e siècle. Il trace les ambiguïtés d'une action publique qui répond à la double nécessité d'écouler les surplus d'une agriculture devenue productiviste et de proposer une alimentation adaptée aux nouvelles exigences nutritionnelles. Le livre démontre habilement comment cette histoire reflète la variété des intérêts qui se disputent le contrôle sur la vie publique américaine.

Au début du xx^e siècle, les réformateurs sociaux, auxquels est consacré le premier chapitre, tentent de réfléchir au problème de malnutrition des classes populaires en jetant les bases d'une science de la nutrition. Les femmes y jouent d'emblée un rôle important. Pendant la Grande Dépression, la *Surplus Marketing Administration*, nouvellement créée pour soutenir les prix agricoles par l'achat public, a alors l'idée de vendre les excédents agricoles aux cantines des écoles. Cette politique d'aide sociale, dont la mise en œuvre est décrite dans les chapitres deux et trois, avait l'avantage, aux yeux de l'administration, d'aider à la fois les producteurs agricoles et les ménages ; elle s'appuyait sur le marché plutôt que sur une logique de subvention. Par ailleurs, cette politique sociale s'est aussi largement attachée le soutien des nutritionnistes, des économistes agricoles et des agriculteurs qui en seront tous d'ardents défenseurs. En 1943, des contrats fédéraux obligent les États à fournir un repas, payant pour les familles pouvant le supporter et gratuit pour les plus pauvres. L'administration fédérale ne procure que l'alimentation, les États devant financer les équipements, le service et la surveillance nutritionnelle. Si ces contrats aident largement à la diffusion des programmes de cantine scolaire, ils vont cependant accentuer les disparités

sociales entre et au sein des différentes municipalités ; certains États signataires, notamment les États du Sud dont les écoles sont encore ségréguées, n'allouant les fonds qu'à certaines écoles. Deux femmes jouent un rôle majeur dans ce processus d'institutionnalisation. Lydia Roberts, à la tête du Bureau de l'alimentation et de la nutrition (FNB), est en charge de la construction des normes nutritionnelles. Le gouvernement confie par ailleurs à l'anthropologue Margaret Mead la direction d'un comité des habitudes alimentaires chargé de traduire en pratiques assimilables par les populations ces nouvelles recommandations.

Les chapitres quatre et cinq sont consacrés aux conditions de pérennisation de cette action publique. En 1946, le Congrès vote le premier *National School Lunch Program*. Le support quasi unanime dont cette politique fait l'objet ferait presque oublier qu'elle est en réalité une politique sectorielle, visant la gestion de la surproduction agricole. Si son budget reste assez faible, elle écoule énormément de produits agricoles et touche près du tiers des petits américains. Les intérêts économiques qu'elle représente pour les filières agricoles expliquent l'ardent *lobbying* que celles-ci exercent sur le département de l'agriculture des États-Unis : le beurre de cacahuètes ne pourrait-il pas remplacer le beurre dans les menus des enfants ? Cependant, derrière cet apparent succès se cache une réalité plus contrastée. La gestion des cantines scolaires s'est muée en une activité économique lucrative et professionnelle qui s'équilibre avant tout grâce aux financements des parents. Les enfants qui déjeunent à la cantine proviennent donc majoritairement des districts blancs et ruraux, principalement des États du Sud et paient leur repas.

Les deux derniers chapitres éclairent plus précisément ces inégalités sociales. Le programme, avant tout destiné à aider le monde agricole n'a jamais été considéré par ses promoteurs comme un programme d'aide sociale à destination des plus pauvres : les cibles visées restent au mieux les classes moyennes. Par ailleurs, dans sa mise en œuvre, le programme fédéral n'a pas voulu interférer avec les affaires intérieures des États, laissant libre cours aux pratiques des directeurs d'écoles et des enseignants pour désigner les enfants éligibles pour la gratuité. Dans ce contexte, des associations féminines créent le *Committee on School Lunch Participation* qui coordonne une importante enquête sur les pratiques en matière de cantines scolaires à travers le pays. On découvre alors une situation particulièrement inégalitaire dans laquelle les familles financent en réalité aux trois-quarts le coût de ces repas. Mais surtout le rapport indique que les quelques enfants pauvres qui bénéficient de la gratuité font l'objet d'une importante stigmatisation sociale ; enfin, les cantines des écoles à destination des enfants Noirs sont dans la grande majorité des cas totalement oubliées du système.

Les années 1970 sont marquées par la désaffection progressive des familles des classes moyennes qui ne peuvent faire face à l'augmentation des coûts des repas. Face aux coupes budgétaires des administrations Reagan et Clinton, les démocrates voient la privatisation de la gestion des cantines comme la solution permettant de garantir leur pérennité. Pour faciliter cette entrée des grandes entreprises de l'agroalimentaire et de la restauration collective, le département de l'agriculture assouplit ses standards nutritionnels. L'épilogue de l'ouvrage dresse un portrait accablant des cantines à la fin des années 1990. L'ouvrage est passionnant, même si l'historienne aurait pu en dire plus sur le rôle des associations de parents, qui demeurent les grands absents de cette fresque. On aurait également aimé saisir d'avantage comment le département de l'agriculture des États-Unis a pu imposer des standards sur les repas scolaires en dépit de subventions qui restaient mesurées.

Il reste que l'ouvrage de Susan Levine éclaire particulièrement bien les mécanismes qui permettent à une politique publique de maintenir l'illusion d'une efficacité. La capacité à mobiliser autour d'idéaux particulièrement rassembleurs a peut-être empêché cette politique d'être précisément évaluée. Le paradoxe est bien que l'un des programmes d'aide sociale les plus populaires

des États-Unis a largement contribué à la ségrégation sociale et ethnique et à la dégradation de l'état sanitaire des catégories les plus populaires.

Sophie Dubuisson-Quellier

Centre de sociologie des organisations, Sciences Po-CNRS, 19, rue Amélie, 75007 Paris, France

Adresse e-mail : s.dubuisson@cso.cnrs.fr